



Note d'Information Sécurité Alimentaire - NISA

N° 44 - Juillet 2011

En dépit des bonnes prévisions saisonnières, le Sahel et l'Afrique de l'Ouest connaissent un démarrage difficile de la campagne agricole 2011/2012, avec notamment une pluviométrie irrégulière et des déficits pluviométriques localisés dans les parties Sud et Ouest du Sahel. L'espoir semble cependant renaître avec la reprise des pluies en fin juillet notamment dans la zone soudanienne du bassin Est, Centre et Ouest. Au Tchad, même si la situation alimentaire demeure difficile du fait de la hausse des prix des denrées alimentaires sur les marchés ; elle demeure moins préoccupante que la situation de crise vécue en 2010.

>> Campagne agricole 2011/2012



L'installation de la saison des pluies se poursuit assez normalement en dépit des retards constatés à l'Ouest et au Centre du Niger, au Centre et au Sud du Tchad, au Nigeria, à l'Ouest du Mali, au Sud de la Mauritanie et au Centre-est du Sénégal (carte 1). Elle se caractérise par une forte variabilité spatiale et temporelle de la pluviométrie. L'impact de cette situation sur le développement des cultures en fin juillet 2011 se présente comme suit :

- Une mauvaise installation de la première phase de la campagne agropastorale (mai-juillet) au Niger notamment dans les régions de Tahoua (départements de Madaoua et de Konni) ; Diffa (départements de Diffa et de Mainé) ; Tillabéry (presque tous les départements) et Dosso (sud du département de Dogondoutchi, une partie des départements de Dosso et Loga) ; Au Burkina dans les régions de l'Est, Centre- Nord, Nord et Boucle du Mouhoun ; Au Mali dans le Nord des régions de

Kayes et de Koulikoro ; Au Sénégal (départements de Bakel et Kanel) ; En Mauritanie dans toutes les régions frontalières avec le Mali ; Au Tchad (Ouaddaï Assongha et dans les régions centre du sahel tchadien). Cette situation fait suite à un retard important de semis (plus de 20 jours) ou de leurs pertes, consécutive à un manque de pluies utiles ou à une pause pluviométrique prolongée notamment durant le mois de juillet. Une baisse de production est à craindre dans ces zones au moins pour les espèces photopériodiques quelles que soient les conditions de déroulement de la deuxième phase de la campagne (août-septembre) ;

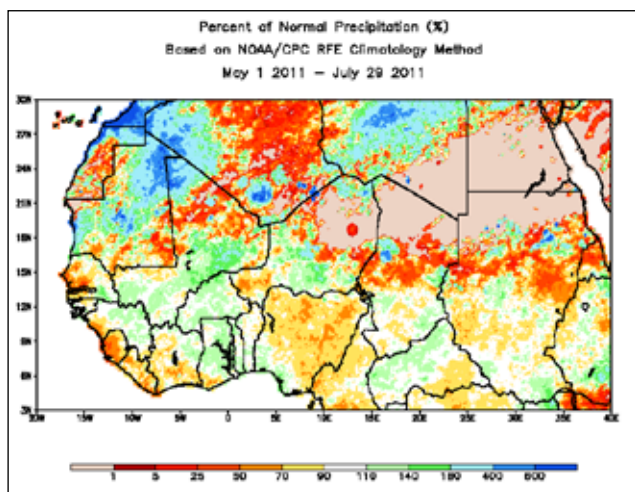
- Par contre, une avance est observée au Niger dans les régions Centre (Maradi et Zinder, une partie de Tahoua) ; au Mali dans les régions de Gao, Mopti, Tombouctou et Ségou. Dans ces zones, de bonnes perspectives de récolte sont attendues si la tendance actuelle se maintient ;

• Partout ailleurs, la situation reste comparable à la moyenne 1971-2000 ;

Sur le plan pastoral, le développement de la végétation reste faible à la 3ème décennie de juillet (carte 2).

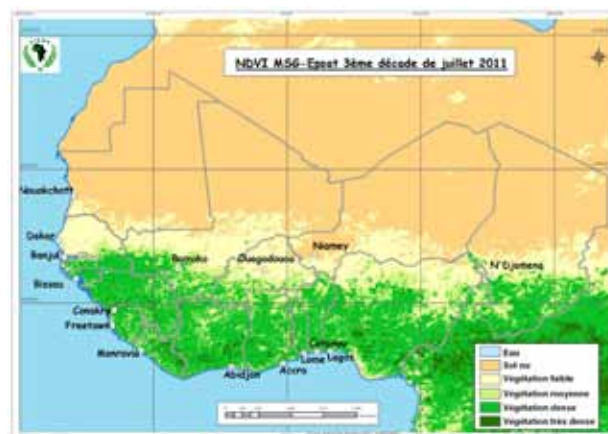
A cette date, on observe encore une persistance des zones à sols nus particulièrement dans les régions de Tillabéry et de Diffa au Niger, de Néma en Mauritanie et la zone sahélienne du Tchad.

Carte 1 : Anomalies des cumuls pluviométriques du 1er mai au 29 juillet 2011 comparés à la moyenne (en %).



Source : NOAA/CPC/FEWS NET

Carte 2 : Situation du NDVI à la troisième décennie du mois de Juillet 2011



Source : Centre Régional AGRHYMET

>> Evolution du marché



Dans les bassins Est (Niger, Tchad, Nigéria et Bénin), Centre et Ouest (Burkina Faso, Mali et Sénégal), les marchés sont bien approvisionnés en céréales à la faveur du retour des pluies à la normale. La bonne physionomie de la campagne agricole dans les bassins cités a favorisé le déstockage de vivres par les commerçants.

Toutefois, la tendance haussière des prix persiste dans certaines zones du Sud du Tchad (Moundou, Sarh).

Dans l'ensemble, les prix des céréales restent élevés. Cette situation rend davantage difficile, l'accessibilité des populations aux céréales (mil, sorgho), dans la partie sahélienne et Nord du Tchad et dans les régions où les niveaux de prix élevés sont proches de ceux de l'année 2010, marquée par une

crise agricole et pastorale. Au Niger en revanche, les marchés fonctionnent correctement en raison notamment de la poursuite de la vente des céréales à prix modéré aux populations vulnérables.

Concernant le riz, plus spécifiquement en Afrique de l'Ouest, le marché pourrait subir les répercussions d'une hausse des cours mondiaux suite à la promesse du parti d'opposition en Thaïlande de revaloriser les prix du riz au producteur de 40%.

Cette situation provoque déjà des spéculations et une hausse des prix dans l'ensemble des pays asiatiques importateurs. Face à l'incertitude du marché thaïlandais, les importateurs s'orientent de plus en plus vers le riz vietnamien dont les perspectives de production ont été revues à la hausse (7,4 Mt en 2011 contre 6,9 Mt en 2010).

Cette situation de précarité du marché mondial du riz recommande une veille et un suivi des prix, en vue d'anticiper l'impact d'une éventuelle hausse du prix du riz sur la sécurité alimentaire des ménages urbains en particulier, dans le bassin Ouest et les grandes villes

côtières (Abidjan, Nouakchott, Dakar, Monrovia, Conakry). Depuis le 2e trimestre, le prix du riz est anormalement élevé à Conakry et à Monrovia. Ce qui réduit l'accès des populations pauvres urbaines à l'alimentation.

>> Les implications de la crise libyenne sur la situation alimentaire au Tchad



En juin, la situation alimentaire au Tchad était caractérisée par une tension sur les marchés céréaliers, notamment les prix et l'approvisionnement. Ceci était dû à une rétention des stocks par les commerçants en raison du faible prix de vente des céréales imposé par l'Etat. Il en a résulté une faible reconstitution du stock national de sécurité alimentaire (SNS) en céréales et une dégradation des termes de l'échange pour les éleveurs en raison des restrictions d'exportations du bétail.

En plus de ces facteurs défavorables, à l'Est du Sahel, le conflit libyen a beaucoup affecté les populations dans la partie Nord du Tchad (Borkou Ennedi Tibesti - B.E.T.) qui dépendent beaucoup des revenus tirés de la migration et des marchés pour les besoins alimentaires.

Toutefois, l'impact du conflit libyen aura été de courte durée sur les approvisionnements en produits alimentaires manufacturés dans le BET du Tchad. Par conséquent, il reste difficile d'établir un lien entre les effets de ce conflit et la hausse des prix des céréales sur les marchés, notamment sur le commerce transfrontalier avec le Soudan et le Nigeria.

Enfin, une éventuelle dégradation de la sécurité alimentaire des ménages vulnérables au Nord serait fortement tributaire de la physionomie de la campagne agricole en cours, de la configuration du commerce transfrontalier avec le Nigeria et le Soudan, plutôt que de la crise libyenne et ses corollaires. Pour autant, la situation alimentaire dans les zones précitées reste préoccupante.

>> Recommandations



En conclusion, l'accalmie sur le plan alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest est le fruit de la bonne production alimentaire de 2010, mais aussi des actions d'atténuation mises en place par les États et les partenaires.

Toutefois, au regard de la physionomie de la campagne agricole et de la situation alimentaire particulièrement difficile au Tchad du fait de la hausse des prix des céréales sur les marchés, une vigilance accrue est requise. Il apparaît donc primordial d'envisager d'ores et déjà les mesures suivantes :

- Faire un suivi rapproché de la campagne agricole en cours dans l'ensemble des pays du CILSS et de la CEDEAO afin de détecter d'éventuelles anomalies ;
- Se préparer à faire face à d'éventuelles inondations, au vu du caractère hétérogène des prévisions saisonnières climatiques de cette année ;
- Approfondir les analyses sur l'impact du conflit libyen sur la sécurité alimentaire au Tchad (fonctionnement des marchés et des flux transfrontaliers, coût du carburant, coût du transport ; fonctionnalité du corridor Benghazi-Goza Beida, perspectives des échanges nord-sud, etc.) ;
- Renforcer les actions dans les pays à forte consommation de riz (Sénégal, Guinée, Guinée-Bissau, Sierra Leone, Libéria), compte tenu des tensions sur le marché mondial du riz.

Visitez régulièrement le site du RPCA, pour plus d'informations
sur les autres productions du Réseau :
<http://www.food-security.net>

Pour favoriser l'accès à l'information sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans la région, en vue de la prise de décision pour l'action, le RPCA s'est doté d'un site Web. Pour vos questions sur la situation alimentaire et nutritionnelle et vos besoins en documents analytiques, ce site est désormais à votre disposition : www.food-security.net.

Cette note d'analyse du RPCA a été réalisée sur la base d'informations ou d'analyses fournies par différentes institutions spécialisées membres ou non du Réseau. Plus d'informations peuvent être obtenues sur leurs sites Web respectifs.

CSAO/SWAC
www.westafricaclub.org
sibirijean.zoundi@oecd.org
+33-1-45-24-19-82
leonidas.hitimana@oecd.org
+33-1-45-24-17-98

CILSS
www.cilss.bf
abdou.keita@cilss.bf
konate.amadou@cilss.bf
moussa.cisse@cilss.bf
+226-50-37-41-25/33

FEWS NET
www.fews.net
ssow@fews.net
+226-70204979
librahim@fews.net
+227-96-97-70-11

FAO
www.fao.org
jean.senahoun@fao.org
SMIAR/FAO- ROME
+39-06-57-05-30-99
joseluis.fernandez@fao.org
fao.org
FAO-DAKAR

WFP
www.wfp.org
Naouar.Labidi@wfp.org
Jean-Martin.Bauer@wfp.org

AFRIQUE VERT
www.afriqueverte.org

ECHO
www.ec.europa.eu/echo

OCHA
www.humanitarianinfo.org

OCHA
<http://ochaonline.un.org/>

RELIEFWEB
www.reliefweb.int/